

Séance ordinaire du mardi 10 octobre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Recensement de la population 2024 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat. Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2020, publié le 1^{er} janvier 2023, est de 299 096 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 18 janvier 2024 et se termineront courant mars 2024, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2024 étant estimé à 15 259, il est prévu de créer au tableau des effectifs 80 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1. La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2. La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3. La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :

- o Feuille de Logement : 0,24 € ;
- o Bulletin Individuel : 0,40 € ;

- La prime de résultat :

Elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant la feuille de logement et le bulletin individuel comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population.

- o Feuille de Logement : 1,47 € ;
- o Bulletin Individuel : 1,45 €.

4. La prise en compte de l'enquête Familles dans la rémunération de la collecte :

L'enquête Familles a été mise en place en 1954 par l'INSEE pour compléter, pour un échantillon de personnes recensées, les informations recueillies au recensement. Les objectifs de l'enquête Familles sont de recueillir des informations détaillées sur la composition des familles, les événements familiaux, la fécondité, l'origine sociale et géographique. La prochaine enquête Familles de l'INSEE aura lieu en 2025 afin d'actualiser les résultats sur la fécondité et les situations familiales, et sera adossée à la collecte de l'enquête annuelle du recensement 2025.

Pour préparer au mieux cette opération de grande ampleur, une enquête pilote est prévue et adossée à la collecte du recensement de 2024 sur une centaine de communes en France, dont la Commune de Montpellier. Dans les communes concernées, seules certaines zones de collecte des agents recenseurs, seront tirées au sort. Les logements qui seront concernés dans ces zones seront enquêtés pour l'enquête Familles 2025, et au sein de ces logements il est prévu d'interroger tous les adultes d'un sexe donné : soit tous les hommes majeurs, soit toutes les femmes majeures seront interrogés. Le questionnaire papier du pilote 2024 de l'enquête Familles est un 4 pages A4 recto-verso. Le temps de réponse maximum prévu pour l'enquête papier est de l'ordre de vingt minutes.

Afin de prendre en compte cette charge pour les agents recenseurs qui seront chargés de réaliser la collecte des secteurs tirés au sort par l'INSEE, il est proposé de rémunérer le questionnaire de l'Enquête familles au tarif suivant :

- Tarif de base : 0,40 € ;
- Prime de résultat qui s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant : 1,45 €.

5. L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si

l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des quartiers au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

6. L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 80 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 octobre
2023**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231010-248342-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/10/23
Réception en Préfecture : 17/10/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.